

**LOUIS KAYSER**

**Expert –Comptable**

Inscrit au tableau de l'Ordre

Région Grand Est

Commissaire aux comptes

Près la cour d'Appel de Colmar

E-Mail : louis.kayser@wanadoo.fr

**UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS POMPIERS**

4 boulevard de la Marseillaise

68100 MULHOUSE


**RAPPORT**

**du commissaire aux comptes**

**sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**14 rue Gustave Schaeffer 68200 MULHOUSE**

** : 03.89.60.05.50**

**SIRET 338 235 344 00037 CODE APE 6920Z**

Membre d'une association agréée acceptant le règlement par chèque

# **UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS POMPIERS**

4 boulevard de la Marseillaise  
68100 Mulhouse

## **RAPPORT**

### **Du commissaire aux comptes Sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31.12.2024

Monsieur le Président,

#### **1. Opinons sur les comptes**

En exécutions de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de votre association « **UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS POMPIERS** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ils se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 686 392€
- Total des produits d'exploitation : 531 247€
- Résultat net comptable : -10 004€ (déficit)

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

## **2 .Fondement de l'opinion**

### Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date de démission de ce rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **3 Justification des appréciations-Points clés de l'Audit**

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice ainsi que les réponses que j'ai apporté pour faire face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les points clés de l'audit sont la réalité des subventions reçues, ainsi que la réalité et la valorisation des produits.

## **4 Vérifications et informations spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## **5 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

## **6 Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

-il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

-il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

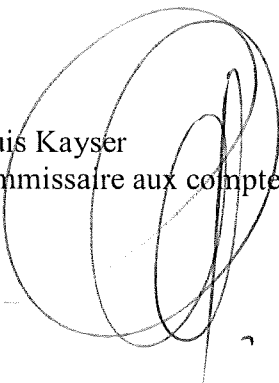
-il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

-il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention applicable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

-il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mulhouse, le 31 mai 2025

Louis Kayser  
Commissaire aux comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a vertical stroke, positioned to the right of the printed name and title.

# État préparatoire au Bilan simplifié

État exprimé en €		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024						Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	
ACTIF		Brut		Amortis.		Net		Net	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations - Fonds commercial incorporelles : - Autres	010		012					
		014		016					
	Immobilisations corporelles	028	385 527,24	030	154 775,42	230 751,82		286 096,20	
	Immobilisations financières (1)	040		042					
	Total I (5)	044	385 527,24	048	154 775,42	230 751,82		286 096,20	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS								
	Matières premières, approvisionnements, en cours de production	050		052					
	Marchandises	060		062					
	Avances et acomptes versés sur commandes	064		066					
	- Clients et comptes rattachés	068	6 174,00	070	6 100,00	74,00		420,00	
	Créances (2) : - Autres (3)	072	7 937,00	074		7 937,00		11 652,78	
	Valeurs mobilières de placement	080		082					
	Disponibilités	084	447 629,57	086		447 629,57		454 613,97	
	Charges constatées d'avance	092		094					
	Total II	096	461 740,57	098	6 100,00	455 640,57		466 686,75	
Total général (I+II)		110	847 267,81	112	160 875,42	686 392,39		752 782,95	
PASSIF						01/01/2024 - 31/12/2024 Net		01/01/2023 - 31/12/2023 Net	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel			120		8069,32			
	Écarts de réévaluation			124					
	Réserve légale			126				290 172,06	
	Réserves réglementées			130					
	Autres réserves			132					
	Report à nouveau			134		425 787,99		141398,94	
	Résultat de l'exercice			136		-10 003,53		-5 783,01	
	Provisions réglementées			140		221 685,61		271 309,89	
	Total I			142		645539,39		697 097,88	
	Provisions pour risques et charges			Total II	154	0,00		0,00	
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées			156					
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			164					
	Fournisseurs et comptes rattachés			166					
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N	169		172		40 853,00		55 685,07	
	Produits constatés d'avance			174					
	Total III			176		40 853,00		55 685,07	
Total général (I+II+III)				180		686 392,39		752 782,95	
RENOIS	(1) Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4) Dont dettes à plus d'un an	195				
	(2) Dont créances à plus d'un an	197		(5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice*	182				
	(3) Dont comptes courants d'associés débiteurs	199		Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice*	184				

4

# État préparatoire au Compte de résultat simplifié

État exprimé en €

						Du 01/01/2024 Au 31/12/2024		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises		209			210	6 542,10		
	- Biens	dont export et livraisons intracommunautaires	215			214	12 890,00		7 441,00
	Production vendue : - Services		217			218	46 784,85		47 331,00
	Production stockée					222	4 440,00		5 510,00
	Production immobilisée					224			
	Subventions d'exploitation reçues					226			
	Autres produits					230	460 590,07		473 149,00
Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)						232	531 247,02		533 431,00
Charges d'exploitation	Achats de marchandises					234	7 599,10		10 217,60
	Variation de stock (marchandises)					236			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements					238	7 132,95		5 654,30
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)					240			4478,82
	Autres charges externes					242	283 832,99		307 538,99
	Impôts, taxes et versements assimilés					244	1 861,29		834,00
	Rémunérations du personnel					250	48 839,13		47 931,94
	Charges sociales					252	40 217,34		39 683,75
	Dotations aux amortissements					254	51 799,58		13 259,58
	Dotations aux provisions					256	6 100,00		5 245,00
	Autres charges	Dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger	259			262	133 154,42		128 269,52
		Dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles	260						
Total des charges d'exploitation (II)						264	580 536,80		563 113,50
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION						270	-49 289,78		-29 682,50
Produits et charges divers	Produits financiers				(III)	280	2 246,14		17 079,07
	Produits exceptionnels				(IV)	290	49 624,28		11 084,28
	Charges financières				(V)	294	8 757,97		
	Charges exceptionnelles	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes	347		(VI)	300	3 826,20		4 263,86
		Dont amortissement exceptionnel des 25% des constructions nouvelles	348						
Impôts sur les bénéfices						(VII)	306		
BENEFICE OU PERTE : Produits (I+III+IV) - Charges (II+V+VI+VII)						310	-10 003,53		-5 783,01
B- RÉSULTAT FISCAL						312	-10 003,53	314	-5 783,01
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*					316			
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles					318			
	Provisions non déductibles*					322			
	Impôts et taxes non déductibles*					324			
Dédutions	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés	247	0,00	écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM*	248	0,00	330		
	Entreprise nouvelles (44. sexies)	986		Zone france urbaine (44 octies et octies)	987		127		
	Reprise d'entreprises en difficulté (44 septies)	981		Jeune entreprise innovante (44 sexies)	989		138		
	Divers do ZFA (44 quaterdecies)	345		Investissements outre-mer	344		346		
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS						Bénéfice col. 1 Perte col. 2	352		
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière* (Entreprise I.S. seulement)						356		
	Déficit antérieurs reportables* : .....					dont imputés sur le résultat :			
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS						Bénéfice col.1 Déficit col.2	370		
Primes et cotisations complémentaires facultatives		381		Exonérations ou abattements* entreprises nouvelles ou ZFU	380		n° du centre de gestion agréé :	388	
Montant de la T.V.A. collectée		374		Effectif moyen du personnel*	376		Dont apprentis	handicapés	Effectif affecté à l'activité artisanale
Montant de la T.V.A. déductible sur biens et services (sauf immobilisations) :		378		Montant des prélèvements personnels de marchandises* :		399			